

MoNdernisation et subjectivation :
Eléments pour la sociologie des mouvements sociaux

Jean Rossiaud

In Cadernos de Pesquisa n°10, Universidade Federal de Santa Catarina em Florianópolis, Programa de Pós-Graduação em Sociologia Política, Julho 1997

Et ici nous sentons que nous approchons d'une révolution considérable (si considérable qu'elle n'aura peut-être pas lieu), celle qui concerne le grand paradigme de la science occidentale (et de façon corrélatrice de la métaphysique qui en est tantôt le négatif, tantôt le complément) [...].

Ce qui affecte un paradigme, c'est-à-dire la clé de voûte de tout un système de pensée, affecte à la fois l'ontologie, la méthodologie, l'épistémologie, la logique, et par conséquent, la pratique, la société, la politique." Edgar Morin¹

Résumé

Ce texte propose quelques éléments pour enrichir la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective. Après avoir refusé de faire un choix insatisfaisant entre les deux paradigmes contemporains de la sociologie des mouvements sociaux, le paradigme identitaire et celui de la mobilisation des ressources (section 1.), il est proposé de les combiner (section 2.), puis de proposer leur ouverture à deux phénomènes marquants de l'après-guerre froide : la moNdernisation (néologisme consacrant l'interpénétration de la modernisation et de la mondialisation) (section 3.) et la subjectivation individuelle et collective (section 4.); il nous est alors possible de percevoir l'émergence d'un nouveau type de mouvement social à l'échelle mondiale : le mouvement de citoyens.

1. *Introduction*

Paradigme identitaire vs paradigme de la Mobilisation des ressources : "A insatisfactory choice"

Les théories contemporaines sur les mouvements sociaux et plus largement sur les mobilisations collectives sont souvent présentées comme relevant de deux paradigmes dominants, dont il serait possible d'effectuer aujourd'hui la synthèse : le *paradigme de la mobilisation des ressources*, d'une part, et le *paradigme identitaire*, d'autre part². Je propose ici, en premier lieu, une manière de combiner les deux approches et, en second lieu, une tentative d'ouvrir la théorie à la prise en compte de deux des enjeux principaux de la période : la mondialisation et la subjectivation.

Il est aujourd'hui également considéré que chacun des deux paradigmes contemporains s'est formés en s'opposant à un paradigme "classique" : le paradigme identitaire face au

¹Morin [1990: 73].

² Je reprends également ici le découpage épistémique de Cohen & Arato [1992].

marxisme et le paradigme de la mobilisation des ressources face à la sociologie positiviste.

En effet, dans le premier courant de pensée, la théorie marxiste avait été transformée en doctrine par les partis communistes : en faisant de la lutte des classes le moteur de l'histoire, et en définissant les classes uniquement dans leur caractère objectif, ils avaient supprimé l'idée même de mouvement social. Il fallut attendre Touraine et le paradigme que l'on nomma plus tard "identitaire", faisant le lien entre classe sociale (objective) et mouvement social (lieu de la conscience subjective), pour que, dans une théorie "anti-marxiste" qui était à bien des égards redevable de la pensée marxiste, le concept même de mouvement social soit reconstruit.

Dans le second courant, entre temps, le paradigme qui fut dominant jusqu'au milieu des années 70 était issu de la sociologie positiviste anglo-saxonne et, en particulier, de la tradition psychosociologique de l'Ecole de Chicago. Deux de ses variantes retinrent l'attention : (a) la théorie de la société de masse (Kornhauser, Arendt); (b) le modèle structuro-fonctionnaliste de comportement collectif (Smelser). Ce qui est partagé par les deux variantes, et qui nous amène assez près des théories de l'irrationalité, c'est que l'action collective n'apparaît que quand la société civile s'écroule.

Ces théories furent condamnées par l'irruption dans les années 60 et 70 de mobilisations importantes et sur une large échelle, dans une société en plein développement. Dans la foulée de 68, l'apparition de "nouveaux mouvements" (mouvements étudiants, pour les droits civiques, féministes, écolo-pacifistes, etc.) demandait une "nouvelle théorie".

D'une part, invalidant le modèle de Smelser, ces mouvements démontraient qu'ils n'étaient pas la conséquence d'une rupture structurelle (crise économique ou rupture normative), mais qu'ils véhiculaient des buts concrets, de nouvelles valeurs et intérêts (ce qui sera relevé par le *paradigme identitaire*, principalement en Europe occidentale, et tout particulièrement en France autour de Touraine) et que les organisations savaient calculer rationnellement leurs stratégies (ce qui sera mis en évidence par le paradigme de la *mobilisation des ressources*, aux Etats-Unis, principalement, mais également en Allemagne).

D'autre part, invalidant le modèle marxiste, les nouveaux mouvements sociaux faisaient la preuve que des mobilisations collectives fortement structurées n'apparaissaient pas seulement lorsque les "conditions objectives" étaient réunies et que, de plus, leur composition sociale ne dépendait pas toujours de l'appartenance de classe.

Les deux nouveaux paradigmes se développèrent séparément jusqu'à récemment, se construisant dans des "écoles", le plus souvent nationales, et qui mirent peu de volonté à communiquer entre elles. Cependant chacune à sa façon connut son heure de gloire et chacune contribua d'une manière importante à la théorie des mouvements sociaux.

Cependant, aujourd'hui, en accord avec Cohen & Arato, nous pensons que ni la théorie tourainienne des nouveaux mouvements sociaux, ni la théorie de la mobilisation des ressources ne permettent à elles seules de comprendre les mouvements sociaux contemporains, en particulier depuis 1989-90. La théorie tourainienne ne conçoit les nouveaux mouvements sociaux que comme des alternatives, adressées à la société civile, en fonction d'enjeux culturels centraux. La théorie de la mobilisation des ressources ne conçoit les mouvements sociaux qu'en fonction des actions stratégiques, adressées aux structures politiques et économiques.

De plus, dans leur concurrence, ces deux théories nous acculent à un choix qui ne peut nous laisser que dans l'insatisfaction :

"Either one interprets the movements in term of strategic logic of organization involved in pressuring the "big structures" of state and economy, or one opts for a stress on identity, norms, cultural models, and associational forms articulated by the most innovative actors themselves, targeting the institutions of civil society."³

Il manque donc, pour les auteurs, un modèle théorique capable d'accommoder les deux approches.⁴

2. *Propositions d'articulations*

Cohen & Arato⁵ proposent donc une théorie actualisée de la société civile.⁶ et insistent tout particulièrement sur la nécessité - sur le plan théorique - de toujours concevoir les concepts de "société civile" et de "mouvement social" en relation l'un avec l'autre. Ils proposent la relation théorique suivante entre les deux concepts :

"It's our thesis that social movements constitute the dynamic element in process that might realize the positive potentials of modern civil societies."⁷

Si nous en développant la logique, la formule de Cohen & Arato est importante d'une double manière.

En premier lieu, en établissant le lien entre mouvement social et société civile (c'est-à-dire principalement des organisations structurées), il est possible d'articuler la conception du "mouvement social" comme "virtualité", ou comme "potentialité" historique (paradigme identitaire) avec l'étude empirique des organisations de la société civile (paradigme de la mobilisation des ressources).

En second lieu, cette formule nous permet, dans l'étude des actions collectives, de dépasser la dichotomie et de rétablir une articulation entre synchronie (société civile comme organisations institutionnalisées) et diachronie (mouvement social comme élément dynamique), entre développement et structure, entre histoire et sociologie; elle ouvre ainsi la théorie des mouvements sociaux à la théorie des systèmes complexes et, en particulier, à la théorie des systèmes auto-poïétiques⁸.

Les sous-sections 2.1. et 2.2. *infra* développent ces "propositions d'articulations".

³ Cohen & Arato [1992: 523].

⁴ J'ai pour ma part également vécu cet "*insatisfactory choice*", pour l'étude des mouvements dans lesquels je me suis engagé ces dernières années, en particulier, pour l'organisation que j'ai choisi d'étudier empiriquement dans ma thèse de doctorat, le *Helsinki Citizens Assembly* et, plus généralement, pour l'étude théorique des mouvements de citoyens. L'hypothèse centrale que j'ai alors développé est la suivante : depuis 1989-90, dans un monde à la fois plus "moderne" et plus "mondial", nous sommes en présence au niveau planétaire de l'émergence d'un nouveau type de mouvement social : le mouvement de citoyens.

⁵ Cohen & Arato [1992: 492-563].

⁶ Les conceptualisations les plus théoriques ne sont jamais indépendants du lieu et de l'époque de leur émergence. Cette "revendication théorique" du retour à la société civile me semble aller dans la même direction que la "revendication pratique" de ce que j'ai nommé le "mouvement de citoyen" qui, lui aussi, en appelle à la construction et au renforcement de la société civile, non seulement contre l'État, en tant qu'agent de la répression et de la modernisation, mais également contre l'auto-régulation du marché et l'auto-organisation du système politique.

⁷ Cohen & Arato, [1992, p. 492].

⁸ cf. Varela, Morin, Dupuis.

2.1. NIVEAUX D' ACTIONS COLLECTIVES, STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Tout d'abord, je propose ici de combiner la théorie tourainienne des niveaux de conflits (conduites collectives / luttes sociales / mouvement social) et celle de la mobilisation des ressources, en considérant que celle-ci ne se situe qu'à un seul des trois niveaux du modèle de Touraine : celui des luttes sociales dans le cadre institutionnel. En effet, en reliant entre elles, dans une théorie homogène, les différentes formes d'actions collectives, la théorie de Touraine permet d'intégrer les principales théories concurrentes, plus spécifiques, mais moins embrassantes.

Systèmes d'actions et type de conflit chez Touraine

On sait que pour Touraine, la société est une hiérarchie de systèmes d'actions sociales qui se commandent de haut en bas, mais qui disposent d'une autonomie relative. Le niveau le plus bas des actions sociales est le niveau "organisationnel", les actions qui sont menées dans les usines, les universités, les hôpitaux, les administrations, etc. relèvent de ce niveau qui représente le fonctionnement du système : à ce niveau pour Touraine le type de conflit est nommé "**conduites collectives**"⁹. Le deuxième niveau est le niveau "institutionnel"; c'est le niveau des décisions politiques et des "**luttes sociales**"¹⁰ qui ont le pouvoir comme enjeu. Le troisième et dernier niveau est celui des orientations culturelles de la société, de "l'historicité" et du rapport de classes : c'est à ce seul niveau que Touraine utilise le terme de mouvement social. Touraine emploie donc l'expression *mouvement social*, dans un sens particulièrement restrictif, par rapport à l'ensemble de la sociologie des mouvements sociaux.

En insistant sur le fait que les actions conflictuelles "cherchent à transformer les rapports de domination sociale", Touraine reste proche d'une théorie de la lutte des classes, même si, lorsqu'il parle du "**mouvement social**", il se place au niveau de l'historicité, c'est-à-dire de la capacité des sociétés à produire leur devenir, et non pas au niveau de l'Etat, et donc de la lutte pour le pouvoir.

La catégorie "conduite collective" est proche du concept de "*collective behaviour*" de Smelser. Il s'agit bien d'une attitude de défense, de résistance, d'une conduite de crise, face aux conséquences de la *modernisation*, provoquée par l'environnement politique, économique, technologique ou culturel.

Dans le cadre du mouvement ouvrier, nous sommes en présence d'une *conduite collective*, si, dans une usine, des employés s'organisent pour lutter contre l'augmentation des cadences. Nous passons à une *lutte sociale*, si cette résistance est traduite en revendications par des organisations politiques ou syndicales, qui posent le conflit en termes globaux (politiques au sens large) et non plus au niveau de l'entreprise, mais au niveau institutionnel, c'est-à-dire au niveau du système des décisions politiques.

Aujourd'hui, face à la modernisation / mondialisation (la moNdernisation, selon notre néologisme), les conduites de crises se manifestent, au centre du système mondial, par des résistances nationalistes contre l'intégration, par des résistances ouvrières contre la libéralisation des marchés, mais également par des résistances traditionalistes, qui en appellent au retour des valeurs de la culture occidentale ou des religions (chrétienne, musulmane ou juive); les mouvements *new age* messianiques ou prophétiques, mais également une certaine *contre-culture squat*, non pas tournés vers un passé mythique

⁹ Touraine [1984: 142].

¹⁰ Touraine [1984: 142, 146, 147].

mais vers des communautés utopiques, peuvent également - à mon sens - être considérées comme des conduites de crises.

Ce qui est important pour notre tentative d'articulation des deux paradigmes, c'est que la notion tourainienne de "lutttes sociales" se place finalement au même niveau d'analyse que les notions de "mouvements sociaux" et ou même "d'organisations du mouvement social" dans la théorie de la mobilisation des ressources et, en particulier, dans celle de la structure des opportunités politiques.

En effet, dans ces théories, les mouvements sociaux sont censés se constituer au niveau institutionnel, dans et contre le système politique. Ce niveau d'analyse, qui est dans notre définition également celui de l'Etat, n'est pas celui auquel Touraine consacre sa plus grande énergie, préférant s'intéresser au niveau hiérarchique supérieur de sa pyramide des actions sociales, celui des valeurs culturelles, de l'historicité, et du mouvement social.

Ce faisant, il prête le flanc à la critique des théoriciens de la mobilisation des ressources qui sont en droit de lui reprocher, premièrement, de ne pas suffisamment distinguer les organisations du mouvement social, du mouvement social lui-même et, deuxièmement, de ne pas tenir assez compte de la lutte rationnelle que mènent les organisations dans le champ politique.

C'est donc bien à ce niveau de la théorie tourainienne, le niveau des actions institutionnelles qu'il s'agit d'introduire la théorie de la mobilisation des ressources et, plus particulièrement dans son développement le plus récent, la théorie dite des opportunités politiques.

Les organisations de la société civile mobilisant des ressources

Avant les années 60, l'hypothèse générale sur laquelle reposait la sociologie des mouvements sociaux était que la mobilisation est la conséquence d'une "frustration relative" (*relative deprivation*). Le préjudice (*grievance*) est d'abord ressenti individuellement, puis, dans un second temps, les individus prennent conscience que le préjudice est d'ordre collectif, et qu'il est possible, voire souhaitable, de tenter collectivement d'y mettre un terme. C'est sur cette base que se formaient les organisations. Les militants d'alors se percevaient d'ailleurs eux-mêmes selon ce schéma.

Cette théorie n'a généralement plus cours aujourd'hui. Avec l'émergence des "*nouveaux mouvements sociaux*", il fut nécessaire de formuler une théorie plus proche de l'expérience vécue par les militants et les sociologues contemporains qui avaient participé à ces nouveaux mouvements.

Les premiers théoriciens de la mobilisation des ressources appartenaient à la mouvance "*New Left*"; Mc Carthy & Zald¹¹, par exemple, pensent, d'une part, que ce qui est véritablement nouveau dans les nouveaux mouvements sociaux, c'est les "*professional social movement organizations*" (SMOs), dont les leaders (extérieurs plutôt qu'intérieurs à la mobilisation) tentent de poursuivre des stratégies rationnelles et, d'autre part, qu'un mouvement réussit à s'imposer s'il arrive à s'institutionnaliser comme groupe de pression, dans une organisation structurée.

L'approche de la mobilisation des ressources fit faire un pas important à la sociologie des mouvements sociaux. En effet, elle ne niait pas l'importance des griefs (*grievances*), relevée par l'approche de la frustration relative, mais la reléguait au second plan. Certes, l'approche de la frustration relative, pouvait être quelque peu explicative pour ce qui

¹¹ Mac Carthy & Zald [1973].

concernait le mouvement ouvrier par exemple, quoique dans une mesure moindre qu'on le prétendait. Cependant, elle se révélait de peu d'utilité pour ce qui concerne les mouvements à "engagement philanthropique", comme le mouvement pour la paix, ou aujourd'hui le mouvement de citoyens, puisque les individus qui se mobilisent peuvent plus difficilement être considérés comme étant, directement et davantage que d'autres, l'objet de griefs individuels.

L'intérêt principal de la théorie de la mobilisation des ressources est de montrer que les organisations ne sont pas uniquement en lutte permanente *contre* un adversaire unique, mais qu'elles sont également en *concurrence*, entre elles, dans la mobilisation des ressources, principalement le temps, l'argent, le savoir et l'engagement (*commitment*). Cette observation posait en corollaire que tout mouvement est composé de plusieurs organisations en compétition. Cette distinction entre le mouvement et les organisations est extrêmement importante; cependant, la théorie de la mobilisation des ressources n'a pas été, de mon point de vue, au bout de la logique de cette différence, puisqu'elle restait soumise au paradigme de l'individualisme méthodologique strict, chaque organisation étant ici considérée comme "individuelle". Dans cette optique réductionniste, le mouvement social apparaît donc comme l'agrégat de différentes associations¹² et non pas dans sa qualité subjective propre (processus de subjectivation); alors que dans l'optique d'une sociologie complexe, le mouvement social possède et défend une subjectivité propre, différente des subjectivités "individuelles" des organisations qui le composent, elles-mêmes différentes des individus qui composent ces organisations.

Finalement, la théorie de la mobilisation des ressources, dans son développement autour de l'idée d'organisation (*social movement organization's* - SMO's) ouvrait la porte à une meilleure prise en compte de la variable politique, et en particulier de la structure d'Etat, dans l'explication de l'émergence des mouvements sociaux, sans cependant en tirer toutes les conséquences théoriques.

L'action se situe dans le cadre des opportunités politiques

C'est pour combler cette insuffisance que se dessina bientôt, à l'intérieur du même paradigme, une nouvelle théorie que S. Tarrow, dans *Struggling to Reform*, a appelé "*political opportunity structure*" (POS)¹³. Tarrow utilise ce concept pour différencier les variables "externes" qui sont importantes dans l'explication du succès du mouvement, de la mobilisation "interne" des ressources. En même temps, cette approche ouvre donc à une meilleure compréhension de la dialectique entre les critères internes et externes de la mobilisation, en se focalisant sur le système politique. En cela, elle propose une analyse plus fine que celle effectuée à l'intérieur du paradigme identitaire.

L'idée centrale de cette théorie est que l'impact de la mobilisation sur la réforme doit être analysée en tenant compte de

"the combination of resources and constraints that are characteristic of the period of general mobilization in whole social system."¹⁴

Cependant, pour Cohen & Arato, une des caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux est justement, au contraire, la création de réseaux de communications alternatifs, dont le but n'est pas d'influencer les élites, mais de se développer en faisant avancer la conscientisation (*conscience constituency*). En d'autres mots :

¹² Ce que McCarthy & Zald nomment "social movement industry".

¹³ Voir également à ce propos les travaux de Kriesi.

¹⁴ Tarrow in Cohen & Arato [1992: 719].

"[...] civil society [...] is not only the terrain but also the target of the new social movements, can one assess the significance of such a strategy."¹⁵

ou ailleurs :

"A civil-society-oriented [and not only polity-oriented] approach could highlight two additional dimensions of contemporary collective action: the *politics of influence* (of civil on political society) and the *politics of identity* (the focus on autonomy, identity, and the democratization of social relations outside the polity)."¹⁶

Avec la théorie des opportunités politiques, les organisations du mouvement social sont confortées en leur qualité d'objets sociologiques privilégiés, et, en particulier, c'est leur stratégie "subjective" (trop souvent définie pourtant en purs termes de "rationalité instrumentale") qui sera au centre des préoccupations des sociologues.¹⁷

Cependant, lorsque l'on parle de stratégie, il faut impérativement faire la distinction entre les organisations et le mouvement social lui-même.

Il me semble que, parmi les différentes optiques stratégiques et tactiques qui s'offrent au mouvement dans son ensemble, une gradation s'établit entre les deux pôles (idéologiques et pratiques) que constituent d'une part l'assimilation (la réforme, le réformisme) et d'autre part la confrontation (la révolution/ le radicalisme) au système. Les *organisations* qui composent le mouvement en sont bien conscientes et se répartissent entre elles - tacitement ou ouvertement - les domaines et les méthodes d'actions, selon ce que l'idéologie de leurs membres leur permet de dire et de faire.

Dans notre conception, le *mouvement social* n'est, en lui même, ni "réformiste" ni "révolutionnaire" ou plutôt, si l'on veut, il est les deux à la fois : radical (révolutionnaire) dans le sens où il prend au pied de la lettre les promesses de liberté, d'égalité, de solidarité, de démocratie soulevées par la modernité, il est prêt selon les circonstances - c'est-à-dire selon la configuration que forment les organisations qui le composent dans le champ des possibles politiques - à déployer des actions les plus diverses et dont les résultats s'étendent du compromis le moins glorieux au renversement d'un gouvernement ou d'un régime politique (la Révolution), en passant par des réformes législatives ou constitutionnelles radicales; l'ensemble de ces actions, et la qualité du résultat obtenu, ne sont réellement compréhensibles que si l'on garde en tête que leur dénominateur commun est la construction infinie de la subjectivité individuelle et collective à travers l'approfondissement de la morale dialogique de la modernité (Liberté / Egalité / Fraternité).

La théorie de la structure des opportunités politiques possède un autre intérêt. Non seulement elle permet de comprendre les différences entre les mouvements d'un pays à l'autre, mais également, ce qui est peut-être encore plus intéressant, elle permet de comprendre les différences entre plusieurs mouvements sociaux actifs dans le même

¹⁵ Cohen & Arato [1992: 720]. Les italiques sont de moi.

¹⁶ Cohen & Arato [1992: 509]. Les italiques sont de moi.

¹⁷ Nous pourrions également nous demander ici si ce "nouvel intérêt" pour la stratégie n'est pas partagé par les militants eux-mêmes (ou s'il n'a pas été précédé par l'intérêt des militants pour leur propre stratégie) : en effet, ceux-ci commencent à utiliser de plus en plus consciemment les rouages - et les failles - du système, pour des raisons stratégiques et tactiques, débattues collectivement. De plus, cette théorie émerge effectivement dans la même période qui voit les ONG connaître une expansion et une importance grandissante. Après 1989-90, avec la redéfinition de l'assistance internationale publique et privée, la forme "ONG" prend lentement la place de "l'association" de type plus informel, comme noyau des mobilisations collectives.

pays à un même moment ou du même mouvement social à des époques différentes. En effet, la structure des opportunités politiques change d'un pays à l'autre, d'une période à l'autre et d'un mouvement à l'autre : le mouvement de paix n'a pas en face de lui la même structure des opportunités politiques que le mouvement féministe ou le mouvement environnementaliste, et ceci explique pourquoi un mouvement émerge et se développe dans un pays ou à une époque moins bien que dans un autre ou à une autre époque, pourquoi, en d'autres termes, c'est le mouvement de paix qui s'est imposé comme *le* mouvement phare en Grande Bretagne, et le mouvement anti-nucléaire civil en Suisse. Dans une Amérique latine en pleine moNdernisation, c'est le mouvement zapatiste (identitaire) qui joue aujourd'hui un rôle central, alors que c'est le "mouvement des sans terre" - MST (paysan) qui tient ce rôle au Brésil.

Plus un mouvement se trouve être le représentant face à l'Etat et à l'opinion publique d'un enjeu politique spécifique (par exemple la politique nucléaire civile ou militaire, la réforme agraire, l'autonomie communautaire ou l'indépendance nationale), plus il aura de facilité à s'imposer à des mouvements qui prônent un changement radical des mentalités (mouvement féministe) ou une transformation des habitudes quotidiennes des individus (mouvement environnementaliste anti-consumériste).

Dans cette optique, un "mouvement social" arrive à s'imposer dans l'opinion publique lorsqu'il saisit un enjeu politique central mais circonstancié, capable de rassembler les individus peu conscientisés et les militants radicaux, les citoyens prompts au consensus et les "révolutionnaires". En d'autres termes, un *mouvement social* devient central dans une société lorsqu'il s'impose dans l'arène politique, lorsqu'il devient un *mouvement politique*, aussi bien qu'un *mouvement culturel*, c'est-à-dire si ses revendications s'adressent tout à la fois à l'Etat, au système politique, mais également à la transformation des relations sociales (dans la société civile).

En résumé, l'apport principal de l'approche de la "mobilisation des ressources" et des "opportunités politiques" consiste en l'importance donnée, d'une part, aux organisations du mouvement, et, d'autre part, au jeu que jouent ces organisations dans une société, prise dans sa globalité et dans son historicité.

En insistant sur l'historicité des mobilisations sociales, cette approche a également permis de mieux comprendre ce qui différencie les "nouveaux" mouvements sociaux, des "anciens"; cependant, trop attentive à en étudier la forme, les organisations, elle n'a pas bien saisi ce qui en constituait la continuité, dans le fond, dans le contenu, dans l'idéologie ou l'identité, ce que par contre permettait de mieux saisir le paradigme identitaire (Touraine). En effet, ce qu'il faut retenir dans la différenciation qu'établit Touraine entre luttes sociales et mouvement social est principalement que l'on passerait à côté de l'idée même de mouvement social, si l'on s'arrêtait au niveau des institutions, c'est-à-dire si l'on concevait uniquement la société "soit comme un marché, soit comme un champ de bataille".¹⁸

¹⁸ Néanmoins, il faut insister sur l'idée qu'il n'est pas possible de comprendre le "mouvement social" si ce concept n'est pas clairement différencié de celui "d'organisation du mouvement social". Confondre l'organisation et le mouvement, c'est soumettre conceptuellement l'analyse du mouvement à celle des organisations (et soumettre pratiquement le mouvement aux appareils des organisations) et, ainsi, l'empêcher d'advenir conceptuellement ou de se développer pratiquement.

Prendre la partie pour le tout (au pire) ou le tout pour la somme des parties (au mieux) est une erreur théorique, idéologique et pratique d'essence romantique, passionnelle et fusionnelle : c'est ce qui permit aux Jacobins de se croire *le peuple* et de parler à la place la *nation* constituée *démocratiquement*, c'est ce qui fonda l'idée léniniste d'*avant-garde*, qui soumit la libre parole et

Pour conclure, les distinctions établies par Touraine sont non seulement heuristiques pour toutes les formes d'actions collectives, mais leur mise en relation les unes par rapport aux autres dans une théorie homogène, permet d'intégrer les principales théories concurrentes : en effet, la théorie de Touraine n'est pas incompatible avec le systémisme fonctionnaliste de Smelser, mais il montre que celui-ci n'analyse que les *conduites de crise*. Or, tout comportement collectif ne correspond pas à une *action de crise hétéronome*; en accord ici avec la théorie de la mobilisation des ressources, Touraine dit qu'il existe également des *actions stratégiques autonomes*, qui prennent place dans la structure des possibles politiques, et qui ont pour objectif d'obtenir des "rémunérations", que cela se traduise par des réformes institutionnelles ou par une participation au pouvoir. Mais là où s'arrête la théorie de la mobilisation des ressources, même dans les prolongements qu'en donnent Tilly ou les théoriciens des structures des opportunités politiques, Touraine continue.

Certes la société *fonctionne*, comme Smelser l'a imaginé, comme une machine cybernétique, une bo"te noire qui s'auto-régule, après la réintégration dans la normalité de conduites de crises dictées par les conséquences indésirables de la modernisation. Mais la société ne fonctionne pas uniquement comme une machine, elle est également le lieu de luttes sociales entre intérêts divergents ou pour l'obtention de "gains" comme l'ont imaginé les tenants de la mobilisation des ressources. Certes, donc, la société est un marché ou un champ de bataille, mais elle ne peut pas être considérée uniquement en ces termes. La société, pour Touraine est également un système de valeurs, dont l'*historicité* (je dirais : *subjectivité collective*), c'est-à-dire la capacité d'une société à se transformer elle-même, est l'enjeu principal.

2.2. ARTICULER STRUCTURE ET DEVELOPPENT

En effet, la formule de Cohen & Arato, en second lieu, articule la société civile, conçue comme structure, et le mouvement social, conçu comme processus. Lorsque les auteurs conçoivent les mouvements sociaux dans leur dynamique, ils permettent la combinaison des approches synchronique et diachronique¹⁹. Il me semble également préférable de viser à articuler, davantage que de chercher à séparer fonction / structure, d'une part, et développement, d'autre part; ou sociologie, d'une part, et histoire, d'autre part.

La théorie de la mobilisation des ressources, et en particulier celle des opportunités politiques, sont presque exclusivement statiques et n'intègrent pas de manière suffisante la dynamique historique²⁰. Touraine, quant à lui, établit une distinction trop formelle entre *développement* et *fonctionnement* ou entre mode de développement et type de société.

Pour clarifier la différence entre les modes de comportement conflictuel et le concept de mouvement social, Touraine introduit une distinction analytique entre les schémas de développement d'une société (axe diachronique) et son mode de fonctionnement (axe synchronique). L'Etat, les crises systémiques, le changement social, les comportements conflictuels opposant masses et élites sont situés sur l'axe diachronique. Les relations sociales et le "système d'action historique" - c'est-à-dire les processus conflictuels par lesquels les normes, les institutions et les modèles culturels sont créés et contestés par les acteurs sociaux - sont situés sur l'axe synchronique. L'action collective qu'il nomme

la négociation démocratique au bon pouvoir d'un parti devenu Etat et au bon vouloir d'une "idéo-cratie" athée de droit historique.

¹⁹ Cohen & Arato [1992: 520].

²⁰ A l'exception de Tilly, dont on pourrait considérer l'approche socio-historique à cheval sur les deux paradigmes.

mouvement social est le conflit autour des potentiels institutionnels des modèles culturels dans un type de société donné.

En d'autres termes, pour Touraine, les mouvements sociaux (sur l'axe synchronique) luttent contre le type de société civile qui est institutionnalisée, alors que les mouvements historiques (situés sur l'axe diachronique) luttent pour établir une société civile et une société politique représentatives²¹. Cette vision des choses implique une théorie de l'Etat, et plus particulièrement du rapport entre mouvement social et Etat, que nous ne pouvons pas partager.

En effet, Touraine considère l'Etat uniquement dans la dimension diachronique (le développement sociétal); l'Etat ne figure donc pas dans son modèle des "systèmes d'actions sociales" qui représente la dimension synchronique (le fonctionnement sociétal). Nous pensons, pour notre part, qu'il faut insister au contraire sur le rôle pivot que joue le concept d'Etat entre les deux dimensions (synchronique / diachronique), et nous proposons de définir celui-ci, à la fois comme *institution des institutions de la modernité* (c'est-à-dire au niveau du fonctionnement et de la structure des sociétés) et comme *sujet collectif*, c'est-à-dire comme "pilote" de la modernisation (ou du développement)²².

Touraine effectue sur le même modèle une séparation identique entre mouvement social et mouvement historique; nous pensons au contraire que mouvements historiques et mouvements sociaux sont les deux faces du même phénomène. Le premier correspond à son aspect "génotypique" (dont la trilogie Liberté / Egalité / Fraternité constituerait l'ADN), le second son aspect "phénotypique", c'est-à-dire à l'actualisation de cette trilogie dans un cadre institutionnel donné, mais toujours en transformation, le plus souvent borné par des structures nationales-étatiques, elles-mêmes structurées dans un système mondial hiérarchisé : même si l'on se situe à un niveau inter-, trans- ou supra-national, l'Etat reste aujourd'hui la forme hégémonique de l'organisation du système mondial et la structure légitimante du pouvoir; il reste également le seul à pouvoir orienter de manière volontariste la moNdernisation.

Epistémologiquement, il s'agit donc de concevoir les rapports sociaux dans un esprit proche que celui qui anime le structuralisme génétique (Piaget, mais également de Saussure), les théories de l'auto-organisation (Maturana, Varela, Atlan, Morin, Dupuy, etc.), la théorie de la structuration (Giddens), l'école institutionnelle (Lefebvre, Loureau, Hess, l'idée d'auto-institution de Castoriadis) ou la conception des sciences de l'homme et de la société comme des sciences historico-sociales (Braudel, Wallerstein).

²¹ C'est également l'interprétation qu'en donnent Cohen & Arato [1992: 721].

²² Touraine maintient tout au long de son oeuvre une distinction entre modernisation et développement, par ex. : "Le modèle dominant de la modernisation occidentale réduit au minimum l'action volontaire orientée par des valeurs culturelles ou des objectifs politiques et écarte l'idée de *développement*, laquelle repose au contraire sur l'interdépendance des entreprises économiques, des mouvements sociaux et des interventions du pouvoir politique et n'a cessé de prendre de l'importance contre le modèle purement capitaliste" (Touraine [1992, 43]). Cependant, je ne juge pas cette distinction très heuristique dans mon modèle, puisque je n'ai pas défini la modernité et la modernisation, comme spécifiquement occidentales (puisque, s'il est vrai qu'elles sont apparues en Occident, elles se sont construites *contre* la culture occidentale traditionnelle), et que je ne les réduis pas non plus au "modèle capitaliste", mais à un ensemble d'institutions (dont la société civile et le mouvement social). La modernisation ne peut pas être considérée comme "exogène", alors que le "vrai" développement serait endogène (Touraine [1992: 421]). Toute modernisation (ou tout développement) est à la fois endogène / exogène, même si la forme que prend la relation entre variables endogènes et exogènes varie, selon le moment et le lieu où l'on se situe dans le système mondial hiérarchisé.

Seule une méthodologie génétique ou socio-historique permet de concevoir l'évolution des systèmes sociaux et de l'humanité en tant que système, des premiers pas de l'*homo erectus* à nos jours.

J'adhère donc - dans les idées mêmes de processus de subjectivation ou de moNdernisation - à une conception de l'histoire qui prenne en compte un principe d'*évolution systémique*. Je me défends en même temps d'être prisonnier d'une quelconque idéologie évolutionniste, puisque je ne confonds pas les processus de subjectivation et de moNdernisation et le progrès social. Il est évidemment possible à l'aide d'une méthode généalogique (à la Foucault; ou, différemment à la Dumont) ou régressive-progressive (à la Lefebvre) de découvrir *a posteriori* les grands *trends* de l'histoire moderne. Il ne s'agit pour autant ni dire que "tout va et tout ira de mieux en mieux", ni d'affirmer que cette évolution était la seule possible, ou que les sociétés moins avancées sur les chemins complexes de la modernisation / mondialisation devraient toutes parcourir les mêmes étapes.

Non seulement, dans la *synchronie*, les mouvements sociaux sont formés d'une multitude d'organisations concurrentes, complémentaires et antagonistes, mais, dans la *diachronie*, les mouvements sociaux se succèdent depuis la Révolution française en bâtissant de nouveaux échafaudages idéologiques sur les fondations posées par la *modernité*, c'est-à-dire sur les piliers que constitue la notion trinitaire de *Liberté - Egalité - Fraternité*, dont le concept clé est celui de *Subjectivité* à la fois individuelle et collective. Dans cette optique, il est préférable - à mon sens - de parler, comme Touraine, de mouvement social historique.

Cette idée est également partagée par Cohen & Arato qui font remarquer que si l'on reste dans l'analyse des stratégies des organisations du mouvement social (*social movement organizations* - SMOs), il n'est plus possible de faire la différence entre groupe de pression et mouvement social.

"Movements are reduced to professional organizations that mobilize mass collective actions for political-instrumental reasons."²³

Les buts du "*civil rights movement*" n'étaient pas seulement l'acquisition de droits civils, mais aussi la modernisation de la société civile, dans le sens du démantèlement des structures traditionnelles de domination, d'exclusion et d'inégalité, enracinées dans les institutions, les normes, les identités collectives et les valeurs collectives, basées sur les préjugés de race et de classe. Le mouvement féministe tenta lui aussi de détruire les institutions patriarcales dans la société civile et travailla davantage à un changement culturel et normatif qu'à l'obtention de gains directs dans le domaine politique ou économique.

Dans le même sens, le *mouvement de citoyens* n'a pas pour ambition de s'emparer du pouvoir, mais de transformer dans la société civile elle-même, d'une part, l'image de l'*altérité*, l'image de la *différence*, et d'autre part la capacité subjective des individus et des groupes.

Ainsi, tout en oeuvrant à la transformation immédiate des structures et des mentalités, ces mouvements sociaux s'inscrivent également dans "l'histoire longue" de la quête d'émancipation individuelle et collective. Ce sont les conditions contemporaines de cette quête que nous allons maintenant examiner, en proposant de conceptualiser deux des phénomènes centraux de la période ouverte par la fin de la guerre froide : la moNdernisation (3.) et la subjectivation individuelle et collective (4.).

²³ Cohen & Arato [1992: 506].

3. *MoNdernité et moNdernisation*

3.1. ECONOMIE-MONDE / SYSTEME MONDIAL / MONDERNISATION

Pour construire nos néologismes de moNdernité et de moNdernisation²⁴ nous nous sommes beaucoup inspirés de la *théorie du système mondial* telle que Wallerstein l'a conçue, à partir du concept braudélien d'économie-monde. Nous avons également emprunté à Wallerstein, mais également à Giddens l'idée d'institution du système mondial moderne.

Wallerstein est l'un des penseurs en sciences sociales²⁵ qui s'est attaché, de manière continue et systématique, à développer une théorie du système mondial moderne²⁶. Il s'inscrit, dans une position critique, dans la lignée d'un Marx et d'un Braudel revisités par ses soins²⁷ et nous enjoint à "dé-penser" (*unthink*), c'est-à-dire à déconstruire les paradigmes qui ont présidé, au XIX^{ème} siècle, à la fondation des sciences sociales, et dont celles-ci restent prisonnières : principalement le concept de "développement" qui fut préféré à celui d'espace-temps (*TimeSpace*).

Il s'agit pour lui de retrouver le concept d'*espace*, moins limitatif que celui de "société", souvent synonyme d'Etat-nation, et de toujours placer l'analyse dans un *temps long* et discontinu, qui n'est pas celui du développement (pensé souvent au mieux comme continu, au pire comme linéaire) des sociétés. Et ce sont alors les concepts de *World-economy* (économie-monde) et de *World-system* (système mondial) qui prennent la place centrale de l'analyse.

C'est Braudel, dans l'ouvrage devenu classique *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*²⁸, et surtout dans le troisième volume, *Le Temps du monde*, qui développe et distingue les concepts "d'économie mondiale" et "d'économie-monde". Pour Braudel, il a existé, avant le capitalisme, des économies-monde; depuis l'émergence du capitalisme, il n'existe qu'une unique "économie mondiale".²⁹

Ainsi, on peut affirmer que pour Fernand Braudel,

"il existe depuis toujours *des économies-monde*, mais la particularité de l'économie-monde capitaliste, c'est d'être devenue mondiale en quatre siècles d'existence durant lesquels le centre n'a pas cessé de changer."³⁰

²⁴ La *moNdernité* est l'émergence de la modernité au niveau planétaire; la *moNdernisation* est la poursuite d'un double processus : approfondissement de la logique de la modernité (modernisation) et poursuite de la diffusion spatiale de la modernité (mondialisation).

²⁵ *Historical social science*, dans son vocabulaire.

²⁶ Cf. notamment Wallerstein [1974 (t. 1); 1980 (t.2); 1989 (t.3)], [1985 (1983)]; Wallerstein est notamment le fondateur du *Fernand Braudel Center* (Binghamton, N.Y.).

²⁷ Wallerstein [1991: 149-226].

²⁸ Braudel [1967 (t.1); 1979 (t.2 et 3)].

²⁹ Braudel cité par Paquot *in* Wallerstein [1990: 119].

³⁰ Paquot *in* Wallerstein [1990: 119].

Wallerstein, utilise l'analyse en terme de "World-system", de "système mondial", comme une piste vers la formulation d'un paradigme nouveau pour les sciences sociales, puisqu'elle permet d'étudier les sociétés sur une large échelle et dans le long terme³¹.

C'est ainsi qu'elle peut constituer une critique des paradigmes du XIX^{ème} siècle. Mais, selon Wallerstein lui-même, cette critique est incomplète et inachevée, car elle n'a pas réussi à dépasser le découpage dix-neuviémiste du champ social en "économique", "politique", "socio-culturel"³².

En nous appuyant sur Giddens, nous avons développé ici une approche différente qui, tout en se voulant globale et systémique, ne refuse pas le découpage dix-neuviémiste en instances, comme le font des auteurs tels que Wallerstein ou Touraine³³ : il me semble possible, en effet, de distinguer les différentes instances, d'observer leurs relations dialogiques et d'observer les différentes institutions qui les actualisent.³⁴

C'est probablement parce qu'il ne se distancie pas suffisamment du modèle economiciste, développé tant par Marx que par Braudel, et qui met le capitalisme au centre (ou à la base) de l'analyse, que Wallerstein se sent "empêtré" dans ce découpage. Ce modèle excessivement structural ne lui permet pas de distinguer le social du culturel, c'est-à-dire ce qui, dans l'autonomie des systèmes sociaux, relève du *genos*, du génétique, du code de *reproduction culturelle*, de ce qui relève du *phenon*, de la *production sociale*, de la production de la société par elle-même, et, dans le paradigme moderne, de l'usage de sa subjectivité collective dans et par la société civile et le mouvement social³⁵.

Par ailleurs, à tant insister sur le développement du capitalisme, c'est-à-dire selon moi sur *une* des "institutions" de la modernité, il porte une attention insuffisante au développement des autres "institutions", et tout particulièrement à l'essor de l'Etat-nation et du système mondial d'Etat-nation. De même la hiérarchie conceptuelle qu'il applique au système mondial est une hiérarchie purement fondée sur des critères *économiques*, et qui, par définition, ne peut tenir compte des autres hiérarchies qui s'y mêlent, tout particulièrement celles fondées sur des critères *politiques* (force militaire) ou *idéologiques* (la position de force de pays économiquement aussi marginaux que Cuba, l'Iran, la Suisse, ou la Tanzanie, etc.).

En effet, la théorie du système mondial ainsi que celle des théoriciens de la dépendance³⁶ reste dans la tradition de la pensée marxienne et de la théorie léninienne de l'impérialisme. Cependant, et c'est en cela qu'elles apportent une pierre originale aux deux théories précédentes, elles proposent un modèle permettant de comprendre les mouvements sociaux dans le système mondial.³⁷ Elles contribuèrent ainsi à développer théoriquement et pratiquement le tiers-mondisme : celui-ci propose une théorie et une pratique de la subjectivité collective³⁸, en invoquant "les damnés de la terre"³⁹, les

³¹ Cf. Tutin in Wallerstein [1990: 9].

³² Wallerstein [1991: 4].

³³ Touraine [1978: 99].

³⁴ Cf. *infra*.

³⁵ Pour la distinction très heuristique à mon avis entre *genos* et *phenon*, Morin [1973: 224ss.]; [1981 (1977): 196ss. et 344ss.]; Dupuy [1982: 223ss.]. Cette distinction est inspirée par la génétique (génotype / phénotype); cf. par ex. Monod [1970: 193], Jacquard [1986: 32 et 49ss.].

³⁶ Amin, Arrighi, Cardoso, Jalée, Frank, Wallerstein.

³⁷ Arrighi *et al.* [1989] et Arrighi *et al.* 1990] - ouvrages dans lesquels Wallerstein tient une place centrale.

³⁸ Selon notre propre terminologie.

"opprimés", les "vaincus"⁴⁰, et leur capacité à s'organiser révolutionnairement contre l'ordre du monde⁴¹. Cette vision théorique du monde débouche sur l'action militante en proposant de nouvelles formes d'internationalisme tenant compte du système mondial contemporain.

Giddens⁴² replace la théorie de Wallerstein, à bien des égards trop "économiste" dans un cadre qui nous paraît plus propice à l'étude des mouvements sociaux : celui de l'Etat-nation⁴³.

Ainsi, comprendre l'émergence d'un mouvement social ne peut se faire sans en appeler à la compréhension du cadre général, c'est-à-dire de son environnement (économique, politique, culturel) et sa place dans le système mondial hiérarchisé⁴⁴. Cependant, c'est en re-localisant les organisations, leurs stratégies et actions effectives, sur le terrain même de leur déroulement, qu'il est possible d'en comprendre la forme et le contenu. La modernité - à travers l'ensemble de ses institutions - s'est mondialisée à mesure que le système mondial se développait. En d'autres termes, comprendre une situation locale nécessite d'évaluer cette situation dans le cadre du système mondial moderne et de comprendre comment ce système continue à se développer, tant en se diffusant spatialement (mondialisation : sous-section 3.3) qu'en approfondissant les différentes logiques de la modernité (modernisation : sous-section 3.2.).

3.2. LES INSTITUTIONS DE LA MODERNITE

Giddens⁴⁵ propose une théorie qui tente de dépasser à la fois les théories des relations internationales (dimension politique) et celles du système mondial (dimension économique), en proposant une analyse prenant en compte quatre dimensions de la mondialisation.

Pour lui, la mondialisation est l'extension à l'échelle planétaire des institutions de la modernité : le capitalisme, l'industrialisme et l'Etat-nation. De ces institutions (nous verrons plus loin que nous en dénombrons davantage), il tire quatre dimensions de la mondialisation.

TABLEAU 1.
DIMENSIONS DE LA MONDIALISATION POUR GIDDENS :

| <i>pour Giddens</i> | <i>dans mon vocabulaire</i> |
|--|-----------------------------|
| Economie capitaliste mondiale (par les entreprises multi-nationales) | instance économique |
| Division internationale du travail (par la mondialisation du dév. industriel) | instance technologique |
| Système de l'Etat-nation | instance politique |
| Ordre militaire mondial. | |

³⁹ Franz Fanon [1982 (1961)]; la préface de Sartre peut être considérée comme un des actes fondateurs du tiers-mondisme.

⁴⁰ Ziegler [1988].

⁴¹ Ziegler [1985 (1983)].

⁴² Giddens [1994: 63].

⁴³ Dans ma définition, l'Etat est le miroir du mouvement social.

⁴⁴ Cf. Beaud : pour la notion de système national/mondial hiérarchisé - SNMH.

⁴⁵ Giddens, [1994: 76-84].

Si nous pouvons lui savoir gré de chercher à dépasser le réductionnisme des explications unicausales ou unidimensionnelles, nous devons néanmoins bien affirmer que son analyse, quoique séduisante, n'en demeure pas moins restrictive.

Tout d'abord, il ne s'attache qu'à quatre⁴⁶ institutions de la modernité et ceci ne nous semble pas suffisant. Ensuite, même s'il est attentif à l'imbrication ou à la corrélation existant entre ces dimensions, il ne dépasse pas le niveau descriptif et ne propose donc pas un modèle (une théorie) globale de la mondialisation et il ne propose pas une articulation entre les deux démarches.

Enfin, ce qui semble peut-être le plus problématique : il décrit davantage les structures de la *mondialité* qu'il n'interprète les processus de *mondialisation*.

Cette analyse en terme d'institutions, interprétée de manière restrictive dans un structuralisme (ou un systémisme) clos, laisse peu de place, d'une part, aux logiques intrinsèques des différentes institutions et des acteurs qui les animent, et d'autre part aux processus historiques qui les englobent.

Le système mondial relève bien d'une *structure économique* capitaliste (dans laquelle les firmes multi-nationales sont des acteurs importants); il est bien fondé sur une division du travail à l'échelle planétaire; il est sans conteste structuré politiquement par un système d'Etat-nation qui quadrille la planète, lui-même "surdéterminé" par un ordre militaire mondial. Rien de cette mondialité (en 1990⁴⁷) n'est effectivement contestable; cependant, c'est une autre conceptualisation qui est vraiment pertinente pour l'analyse en terme de processus, l'analyse de la *mondialisation*.

Le capitalisme est certes diffusé par les entreprises privées, indépendantes de l'Etat, bien qu'en relation avec lui. Mais, depuis les premiers temps du capitalisme, l'entreprise a non seulement servi d'agent de la mondialisation, elle s'est elle-même mondialisée, en passant par des étapes successives, comme l'a bien démontré Michalet⁴⁸ : l'entreprise individuelle ou familiale est devenue "sociale" (société), d'abord régionale, puis nationale, puis encore multi-, puis trans-nationale, et enfin "mondiale". C'est la structure même de l'entreprise qui s'en trouve modifiée, tant du point de vue de son organigramme (rapports de pouvoir à l'intérieur de l'entreprise), de la nature du capital (rapports entre actionnaires) et de la rationalisation bureaucratique et technologique (rapports entre actionnaires et dirigeants).

Quant à la dimension *technologique*, il ne me semble pas pertinent de prendre, comme le fait Giddens, la "division planétaire du travail" comme structure de la mondialisation technologique. Bien sûr, je pense à l'instar de Giddens que, bien qu'elles soient intimement imbriquées dans la réalité, il est utile de séparer heuristiquement les dimensions économiques (capitalisme), des dimensions technologique (industrialisation) et politique (système d'Etat-nation), puisque leur développement obéit à des logiques systémiques différentes - respectivement le profit, la rationalité (l'efficacité) et le pouvoir. Cependant, "la division planétaire du travail" ne relève pas principalement du processus technologique, mais elle est bien plutôt l'expression structurelle de l'imbrication des trois dimensions : la division planétaire du travail est davantage le résultat de politiques d'entreprises et de politiques d'Etats-nation que de la simple rationalité de la production. La rationalisation technologique ne s'effectue jamais

⁴⁶ Pour moi, d'ailleurs, les deux dernières relèvent de la dimension "politique" de la modernité.

⁴⁷ Date de parution de la première édition originale de Giddens [1990].

⁴⁸ Michalet [1985].

a priori et *ex nihilo*; elle n'intervient qu'à l'intérieur d'un cadre des possibles dessiné par les jeux de pouvoir entre acteurs macro-économiques, c'est-à-dire, pour les questions qui nous intéressent ici, les entreprises et les Etats-nation (auxquels nous pourrions ajouter les mouvements sociaux dans la perception qu'en ont les Etats et les entreprises).

Le concept de "répartition mondiale de la production" serait à mon avis plus pertinent que celui de "division du travail". Mais la répartition de la production, surtout dans un système fortement industrialisé, n'est pas plus parlante que la répartition de la consommation, c'est-à-dire indirectement de la distribution des richesses à l'échelle planétaire. C'est cette double structure de production et de consommation, à laquelle on pourrait peut-être encore intégrer la place faite à la "recherche / développement", qui donnerait assurément une meilleure "image de la structure" (toujours hiérarchique) du système économique mondial.

Cette structure hiérarchique économique est doublée d'une *structure politique mondiale* qui est inter-étatique. Nous l'observons dans ses organisations qu'elles soient de type démocratique plus ou moins formel (l'ONU et ses agences telles que UNESCO; le GATT / OMC) de type cooptatif (le G7; le Conseil de sécurité des N. U.), de type ploutocratique/ censitaire (le F.M.I.; la Banque mondiale, la B.I.R.D., la B.E.R.D.)

Cependant, de l'intérieur de l'idéologie (de la vision du monde) traditionnelle occidentale, lors de la naissance du concept "d'économie" comme sphère d'activité humaine, un renversement s'opère, et l'individu prend hiérarchiquement la place de la société : c'est à ce titre que l'on peut qualifier le paradigme de la modernité, d'individualisme⁴⁹.

Ainsi, l'une des caractéristiques principales de la vision moderne de l'homme en société est non seulement la différenciation des champs (des catégories) de connaissance (par exemple : le politique du religieux, l'économique du politique, mais également la science, la morale, le droit, la subjectivité, etc.), mais aussi leur l'autonomisation en sphères d'activité, en institutions et leur articulation en un système complexe⁵⁰.

Cette vision de l'homme en société, l'individualisme au sens de Dumont, est le paradigme dans lequel entrent toutes les institutions de la modernité; mais seules ces institutions actualisent empiriquement le paradigme.

Je ne m'étendrai pas ici davantage sur les institutions de la modernité; je ne fais donc qu'en mentionner les principales : j'en emprunte trois à Giddens (l'industrie; le capitalisme; l'Etat) que je classe respectivement sous les rubriques "technologique", "économique", "politique"; dans le domaine "symbolique", négligé par Giddens, j'en emprunte trois autres à Wallerstein (les idéologies politiques; les sciences sociales; les mouvements sociaux)⁵¹ que je classe sous "normativité", "positivité" et "subjectivité collective", et je rajoute encore la "personne" que je classe dans la "subjectivité individuelle".

⁴⁹ A la suite de Dumont [1983].

⁵⁰ D'après Dumont [1977: 1985], reprenant ici la théorie weberienne de la modernité.

⁵¹ Wallerstein [1991, 23ss.]; Wallerstein dit : "institutions du système mondial".

TABLEAU 2.
INSTANCES ET INSTITUTIONS DE LA MODERNITE
ET PROCESSUS DE MODERNISATION

| <i>Instance</i> | <i>fonction</i> | <i>processus</i> | <i>Institution</i> |
|---------------------------------|---|---|--|
| Technologique | efficience <i>le mieux</i> | rationalisation | Industrie |
| Economique | richesse <i>le plus</i> | accumulation | capitalisme |
| Politique | pouvoir <i>l'efficace</i> | contrôle sociétal rationalisation juridico- administrative | Etat-nation |
| Normatif | le bien <i>le juste</i> | normativation | les idéologies la morale |
| Positif | <i>le vrai</i> | positivation | les sciences / les sc. sociales |
| Subjectif individuel | <i>l'authentique</i> <i>le véridique</i> | subjectivation individuelle | l'identité personnelle l'éthique l'art moderne |
| Subjectif collectif | <i>le démocratique</i> | démocratisation | mouvement social |

Ce qu'il faut bien retenir ici, c'est que le paradigme de la modernité, l'individualisme, n'est - comme tout paradigme - qu'un modèle qui hiérarchise les valeurs pour rendre la pensée, puis l'action possibles. Le paradigme est donc une construction abstraite, qui n'affleure pas, le plus souvent, à la conscience du sujet et de l'acteur. Seules les institutions, qui règlent les activités humaines, actualisent concrètement ce modèle abstrait.

Seules les institutions de la modernité actualisent effectivement le paradigme de la modernité. Et ce sont elles qui vont se mondialiser ensemble (car la modernité ne se laisse pas découper en morceaux), mais le plus souvent en ordre dispersé et à des degrés d'intensité différents selon le lieu de leur expansion. En effet, la modernité - même si elle est fondamentalement animée par le même éventail de principes logiques - se développera de manière toute différente selon la "société" ou la "culture" dans laquelle elle s'implante.

3.3. LA MONDIALISATION : AUTO-APPROFONDISSEMENT / AUTO-ACCELERATION / LOGIQUE AUTONOME DE DEVELOPPEMENT

Chaque institution, tout en approfondissant son propre processus, tend également à se mondialiser, et participe ainsi au processus de mondialisation de la modernité dans son sens le plus large; c'est ce que nous allons observer en prenant tour à tour chacune des institutions de la modernité.

La rationalité de la *technologie* ne connaîtra pas de frontières : sa logique "naturelle" tend à une expansion universelle et mondiale, si son développement n'est pas entravé par la logique d'une autre instance, comme dans l'exemple des brevets, qui soumettent - pour raison d'accumulation capitaliste - les découvertes technologiques au secret, ou encore la rivalité militaire qui empêche la divulgation des recherches de pointes dans les domaines décrétés stratégiques par les Etats-nation.

Il en va de même pour le *capitalisme*, qui est le cas peut-être le plus et le mieux étudié, et qui ne connaît de bornes que celles posées par les autres institutions, l'Etat-nation et les mouvements sociaux en particulier. La concurrence capitaliste est à considérer moins comme un frein que comme un accélérateur de l'expansion du capitalisme et de sa mondialisation. En effet, la lutte sans merci que se livrent les différents capitalismes "nationaux" (quand leur base peut encore être considérée comme nationale), loin d'affaiblir le principe même du capitalisme et son expansion vers de nouveaux marchés, tend à le renforcer.

Cependant, comme le souligne Chesneaux,

"l'hégémonie du marché mondial et le développement du capitalisme local vont de pair". [...] "L'hégémonie du marché mondial signifie en fin de compte que les pays "dominants" et les pays "dominés" sont unis par des liens mutuels qui sont aussi forts dans les deux sens, même si les signes sont inversés."⁵²

L'interdépendance économique croissante entre toutes les régions du monde, ne doit pas nous cacher que ce processus de mondialisation économique, d'intégration au marché mondial, que l'on qualifie élégamment - quant il s'agit du tiers-monde - du terme de "développement", est toujours inégal. Comme le remarque encore Chesneaux,

"le tiers-monde est pris tout entier dans le système économique planétaire, mais cette intégration s'effectue dans deux directions bien différentes : un tiers-monde *offshore* de plus en plus identifié à la modernité planétaire et un tiers-monde "quart-mondisé" qui s'enfonce dans la misère".⁵³

L'*Etat-nation* également voit son pouvoir renforcé par la simple reconnaissance formelle qu'expriment à son égard les autres Etats-nation, auto-institués ensemble dans le système mondial d'Etats. La logique de l'Etat, c'est-à-dire également de l'idée de

⁵² Chesneaux [1983: 202-203].

⁵³ Chesneaux [1983: 203]. Pour Chesneaux, la modernité se caractérise entre autres par la multiplication des "lieux de modernité", des espaces "hors sol" dont le meilleur exemple est donné par Hong-Kong, qui "fonctionne en situation d'unicité planétaire". Il poursuit plus loin : "Le *hors sol* constitue une catégorie générale de la modernité, une situation de dissociation par rapport à l'environnement naturel, social, historique, culturel. Les boutiques "tax-free" des aéroports sont en position de hors sol, tout comme les experts itinérants des firmes transnationales." Chesneaux [1989: 10, 12]

production de l'espace⁵⁴, va vers la constitution d'un Etat mondial - sous la forme d'une confédération plus ou moins décentralisée - qui soumet à son pouvoir juridico-administratif l'ensemble du territoire planétaire⁵⁵. De plus, il se renforce en partie au niveau national en se mondialisant (dans la relocalisation du mondial).

Par la décolonisation et l'accession à la qualité de sujet de droit international de quantité d'Etats-nation dans le tiers-monde, c'est le morcellement des empires et leur ouverture plus directe à un capitalisme de moins en moins national qui fut possible. Comme le souligne Chesneaux, "l'Etat du tiers-monde, c'est aussi un agent d'intégration technique et d'alignement quotidien, un actif relais culturel de la modernité, un morceau d'Occident *off shore*."⁵⁶

Les *sciences "dures"*, comme les techniques, ne connaissent fondamentalement pas de frontières. Cependant, bien qu'elles aient été et qu'elles restent des institutions d'une importance centrale dans l'émergence de la modernité, d'abord, puis de sa mondialisation, elles ne concernent, dans leurs activités quotidiennes, qu'une infime partie de la population. Tandis que les entreprises industrielles de biens et de services, ainsi que les administrations publiques touchent quotidiennement une grande partie de la population, les activités liées directement aux technologies et à la science peuvent rester socialement très marginales, en étant concentrées dans quelques laboratoires hyper-sophistiqués; elles ne deviennent effectivement des phénomènes sociaux de masse que si elles sont prises en charge par les systèmes technologiques industriels et qu'elles sont soit "marchandisées" par le capitalisme, soit introduites dans l'administration publique par Etat-nation.

Il en va un peu différemment des *sciences sociales* qui vivent une ambiguïté congénitale, puisque le simple fait d'étudier les "sociétés", c'est-à-dire le plus souvent les relations sociales à l'intérieur d'un Etat-nation donné, transforme, dans une société moderne, ces relations sociales elles-mêmes. De plus, les sciences sociales perçoivent - et théorisent - la mondialisation, à partir de leur ancrage dans un Etat-nation donné, et au fur et à mesure que celle-ci progresse, c'est-à-dire toujours avec un temps de retard. Leur mondialisation progressera donc - en toute logique - dans le sillage de la mondialisation générale de la modernité et, si celle-ci persiste sur son *trend*, dans la provincialisation subséquente des Etats-nation actuels.

Après la fin de la guerre froide et du monde bipolaire qui la caractérisait, nous assistons aujourd'hui à une relance formidable du processus de mondialisation de la science, non seulement par l'augmentation des migrations scientifiques⁵⁷, mais également et surtout par les possibilités d'accès inédites qu'offre le réseau *internet* aux chercheurs du tiers-monde, aujourd'hui encore complètement marginalisés⁵⁸.

Cette mondialisation de la science a pour conséquence la constitution peu à peu d'une science sociale mondiale qui correspondrait à la société mondiale en émergence; jusqu'alors, cette science sociale était très fortement liée à origine nationale des chercheurs. J'en veux pour preuve, dans la sociologie des mouvements sociaux⁵⁹, l'ancrage géographique des tenants du paradigme identitaire en France, en Italie et au

⁵⁴ Lefebvre [1976].

⁵⁵ Partant [1988: 192ss.] ou, plus récemment, le Groupe de Lisbonne [1995].

⁵⁶ Chesneaux [1983: 213].

⁵⁷ Halary [1994].

⁵⁸ Cf. Renaud & Torrès, "Internet, une chance pour le Sud", in *Le Monde Diplomatique*, février 1996.

⁵⁹ Cf. *infra*.

Québec, et du paradigme de la mobilisation des ressources aux Etats-Unis et en Allemagne.

Last but not least, la *subjectivité individuelle et collective*, et ses institutions qui sont la *personne* et le *mouvement social*, poursuivent également un processus d'approfondissement de la logique d'identité et de la volonté d'auto-réflexivité et d'auto-institution, et, également de mondialisation de ce processus. D'une manière générale, la subjectivation progresse en parallèle, dans un processus dialectique, d'une part, à l'objectivation (les sciences physico-chimiques, biologiques et anthropo-sociologiques) et, d'autre part, à la rationalisation (technologique et politique)⁶⁰.

Pour résumer, je présente ci-dessous un tableau qui, même s'il ne reprend pas exactement les mêmes catégories que celles que j'ai utilisées dans ce chapitre, n'en reste pas moins très proche de ma conception de la mondialisation, tout en la synthétisant.

⁶⁰ Plus les sciences désenchantent le monde, plus le sujet émerge; plus elles abattent par la critique les garants méta-sociaux de l'ordre, plus il se consolide et peut exprimer une volonté autonome, plus l'Etat-nation obéit à une rationalité juridico-administrative, laissant le champ libre aux initiatives émanant de la société civile et plus les mouvements sociaux peuvent se constituer en sujets collectifs, proposant un nouveau contrat social et un nouveau plan de développement.

TABLEAU 3. : LES CONCEPTS DE LA MONDIALISATION

| <i>Catégories</i> | <i>Principaux éléments ou processus</i> |
|---|--|
| 1. Mondialisation de la finance et du capital | 1. Déréglementation des marchés financiers, mobilité internationale du capital, hausse du nombre de fusions et d'acquisitions. La mondialisation des portefeuilles d'action en est à ses débuts. |
| 2. Mondialisation des marchés et des stratégies | 2. Intégration des activités des entreprises à l'échelle mondiale, établissement à l'étranger d'opérations intégrées (dont la R-D et le financement), recherche de composantes et d'alliances stratégiques aux quatre coins du globe. |
| 3. Mondialisation de la technologie, de la R-D et des connaissances correspondantes | 3. La technologie est l'enzyme première : l'émergence de la technologie informatique et des télécommunications permet d'établir des réseaux mondiaux au sein d'une même entreprise et entre plusieurs sociétés. La mondialisation sert de processus d'universalisation du "toyotisme" et de la production verticale. |
| 4. Mondialisation des modes de vie et des modèles de consommation; mondialisation de la culture | 4. Transfert et transplantation des modes de vie prédominants. Egalisation des modèles de consommation et rôle joué par les médias. Transformation de la culture en "aliment culturel" et en "produits culturels". Le GATT / OMC impose ses règles aux échanges culturels. |
| 5. Mondialisation des compétences en matière de réglementation et d'autorité | 5. Rôle amoindri des gouvernements et parlements nationaux. Tentatives de conception de nouvelles règles et institutions en vue d'un gouvernement mondial. |
| 6. Mondialisation à titre d'instrument d'unification politique planétaire | 6. Analyse, menée par les Etats, de l'intégration des sociétés dans un système politique et économique mondial dirigé par un pouvoir central. |
| 7. Mondialisation des perceptions, conscience planétaire | 7. Processus socioculturels axés sur "une seule planète". Par exemple, le mouvement mondialiste "Citoyens de la Terre". |

Source : Tableau revu et augmenté, d'après W. Guirock et R. van Tulder, *The Ideology of Interdependance*, thèse de doctorat, Université d'Amsterdam, juin 1993; in Groupe de Lisbonne [1995: 59].

3.4. L'UNIVERSALISATION DE LA MODERNITE : EN TROIS QUESTIONS

Pour conclure cette section, j'aimerais poser ici la question de l'universalisation de la modernité occidentale, en séparant les trois points suivants : (i) la généralisation du mode de vie, c'est-à-dire du mode de production et de consommation, (ii) la

généralisation des principes paradigmatiques de la modernité et (iii) la généralisation de ses institutions.

(i) Pour des raisons écologiques simples de rareté des ressources naturelles, il paraît évident que le modèle de production et de consommation des pays industrialisés n'est pas généralisable. Dire le contraire, dans l'état actuel de la technique, est pure démagogie.

(ii) Quant au paradigme même de la modernité, nous savons qu'il s'agit d'un modèle formel abstrait et qu'il ne se concrétise que dans la pratique des acteurs, dans leur insertion dans les institutions de la modernité. Ainsi, la mondialisation du paradigme (et de ses principes) va dépendre du jeu complexe que vont jouer entre elles ces institutions en se mondialisant.

(iii) Les institutions de la modernité, quant à elles, avancent sur le chemin de la mondialisation en suivant chacune leur propre logique, dans une relation d'une complexité extrême, qui fait qu'elles sont à la fois antagonistes, complémentaires et concurrentes, tout en étant matériellement indissociables; car, je le répète, la modernité ne se laisse découper en morceau que pour les besoins de la démonstration.

Elles peuvent ainsi très bien continuer à approfondir leurs logiques et à se mondialiser sur toute la surface de la planète, sans que cela implique *ipso facto* le progrès du bien-être, voire du bonheur : ce serait s'enfermer dans l'idéologie - aujourd'hui obsolète et désuète - du progrès universel que de croire béatement à un lien mécanique entre mondialisation / modernisation et développement humain et bonheur. Le *capitalisme* (marchandisation, salarisation) peut devenir la règle universelle, cela n'implique pas que tout le monde touche effectivement un salaire et que les marchandises soient accessibles au plus grand nombre. Comme l'a très bien montré Illich, la *technologie a*, jusqu'à présent, plus souvent développé des systèmes "hétéronomes" que des acteurs "autonomes"⁶¹. Le développement de la médecine, pour ne prendre que cet exemple, s'est davantage tourné vers l'amélioration de méthodes et d'instruments sophistiqués, concentrés entre les mains de spécialistes, le plus souvent à l'intérieur d'institutions hospitalières, qu'à développer dans la population une meilleure connaissance du corps, des risques de maladie, des maladies elles-mêmes, et de l'automédication. Mais ne présageons pas de l'avenir. Il serait également facile de démontrer que l'*Etat moderne*, bien qu'il contienne en germe le principe de l'Etat de droit, ne l'actualise pas toujours en Occident, et ne l'a jamais - ou à de très rares exceptions - actualisé, dans le tiers-monde. Sans Etat de droit, ce sont les idéologies politiques et les sciences sociales qui se trouvent dans l'impossibilité d'exprimer librement leur critique. Sans Etat de droit également, le développement d'une *société civile* digne de ce nom, c'est-à-dire autonomie par rapport à l'Etat, se trouve irrémédiablement compromis et, si la subjectivité collective que le *mouvement social* oppose à l'Etat-nation peut s'exprimer essentiellement par la violence organisée, c'est-à-dire militarisée, il ne peut développer, dans la société civile, les organisations qui seraient garantes de la subjectivation collective, c'est-à-dire de la conscientisation et de la démocratisation de la société. Enfin, la *subjectivité individuelle* se développe, nous l'avons vu, d'une part, dans le rapport critique du sujet à l'objet et à la rationalité ma"trisée et, d'autre part, dans le rapport libre à l'autre. L'absence d'une société civile relativement autonome et auto-organisée ne permet pas à des véritables sujets d'émerger, ni, bien sûr, au processus de subjectivation de se déployer.

⁶¹ Illich [1971, 1973, 1975]; cf. également les apports de Gorz (Bosquet) à ce propos [1978].

C'est cependant justement la revendication d'une plus grande subjectivité individuelle (dans la reconnaissance de l'identité et de la différence) et collective (dans la quête de démocratisation du processus de moNdernisation) qui se trouve être aujourd'hui l'un des enjeux sociaux centraux, du niveau le plus local au niveau le plus global de l'organisation sociale.

4. Subjectivation individuelle et collective

4.1. IDENTITE ET MONDIALISATION : TERRE-PATRIE

La construction de la subjectivité se confond aujourd'hui avec la quête d'identité. Comme le souligne Morin⁶², la moNdernisation est probablement à l'origine de cette quête identitaire à la fois individuelle et collective :

"La mondialisation et l'homogénéisation civilisationnelle ont engendré par contrecoup un légitime besoin de ressourcement identitaire que les partis au pouvoir n'assument pas. Cette démission laisse le champ libre aux nationalismes ethniques, agressifs, alors que, dans la perspective d'une fraternité terrienne, il serait préférable, et possible, de réconcilier identités et ouvertures."⁶³

C'est dans cette optique que Morin développe l'idée de Terre-Patrie⁶⁴, qui reprend celle qu'il formule dans le concept de nation à la fois "matriotique", "patriotique" et "fraternelle". Il s'agit en quelque sorte de faire de la terre une nation :

"L'idée de *Terre patrie*, l'idée qu'il faut materniser la terre, s'inscrit en continuité avec cette démarche. Il n'y a pas de fraternité sans maternité. A partir de l'idée de communauté d'origine, de nature, de destin et de perte, on peut donner un contenu fraternisant que n'ont jamais pu donner les cosmopolitismes abstraits ni les internationalismes abstraits."⁶⁵

De plus, la moNdernisation donne les conditions de possibilité pour que surgisse une conscience planétaire⁶⁶, c'est-à-dire une conscience d'une identité commune, anthropologique, parallèle aux identités particulières :

"Alors comment la reconnaissance de l'identité commune, planétaire, de l'homme peut-elle surgir ?

On ne peut pas prévoir ni le moment ni les modes de l'enracinement d'une prise de conscience. Il faut que se créent des réseaux, des mouvements, pour que cette conscience devienne une force."⁶⁷

4.2. MOUVEMENT DE CITOYENS ET SUBJECTIVATION

Sans trop entrer dans le détail, nous aimerions revenir ici sur l'idée que la fin de la guerre froide et l'accélération de la moNdernisation consacre l'émergence d'un nouveau type de mouvement social : le mouvement de citoyens. Synthèse des "nouveaux mouvements sociaux" (au centre), des mouvements de re-démocratisation et des mouvements de libération nationale (à la périphérie) de la période 1945-1989, il s'inscrit dans la continuité des mouvements démocratiques-nationalitaires du XIX^{ème} siècle et

⁶² Morin & Kern [1993].

⁶³ Morin, in *Turbulence* n° 1, [1994: 90].

⁶⁴ Morin & Kern [1993].

⁶⁵ Morin, in *Turbulence* n° 1, [1994: 90].

⁶⁶ Morin *et al.* [1991]; Morin [1993].

⁶⁷ Morin, in *Turbulence* n° 1, [1994: 90].

des mouvements ouvriers-socialistes du XX^{ème} siècle. Il en approfondit la triade idéologique Liberté / Egalité / Solidarité, en la conjuguant à la notion d'identité⁶⁸.

Les revendications contemporaines de citoyenneté englobent les revendications des mouvements démocratiques nationalitaires du XIX^{ème} siècle. Comme le mouvement démocratique nationalitaire, le mouvement de citoyens contient l'idée de subjectivité (individuelle / collective), dans le rapport citoyen / nation. Cependant, à l'instar du mouvement ouvrier-socialiste, il a intégré la critique de la démocratie formelle et revendique une "démocratie matérielle"; une démocratie non seulement dans la sphère du politique, mais également dans celle de la société civile⁶⁹.

Comme les mouvements ouvriers-socialistes, le mouvement de citoyens contient l'idée de progrès social. Cependant, à l'inverse du mouvement ouvrier-socialiste, il a intégré la critique du progrès - effectuée, entre autres, par la théorie critique de l'école de Francfort - en distinguant processus et progrès et en passant d'un paradigme de la certitude à un paradigme de l'incertitude.

Le mouvement de citoyens ne peut pas être défini en fonction d'une "composition sociale" homogène, comme se fut le cas pour les bourgeois dans les mouvements démocratiques-nationalitaires ou pour les ouvriers dans le mouvement ouvrier-socialiste; cependant, la catégorie qui paradoxalement paraît la plus homogène, dans ce que j'ai pu observer du mouvement de citoyens européen⁷⁰, est celle des individus culturellement métissés, revendiquant une *identité multiple, changeante et clignotante*⁷¹, qui vivent au quotidien le discours identitaire (à base ethnique, national, religieux ou sexiste) comme une mutilation et une menace sur leur propre "identité pluri-identitaire"⁷². Cette catégorie d'individus est plus difficile à repérer empiriquement au premier abord, car la pluri-identité, à l'opposé de la revendication mono-identitaire, ne se porte pas comme un étendard; au contraire, les individus culturellement métissés ont plutôt tendance à se méfier des drapeaux. Cette catégorie est la plus homogène du mouvement de citoyens, parce que les individus qui la composent ont un intérêt immédiat et direct à la reconnaissance d'une citoyenneté universelle, non seulement au niveau politique, mais également, plus largement, dans les rapports sociaux extra-politiques, soit dans la société civile elle-même : c'est-à-dire que leurs revendications portent non seulement sur le *droit*, mais également sur la *possibilité effective* de prendre la parole, d'exprimer *sa* vérité (son authenticité) en fonction, non seulement de son "*humanité*" (de son identité anthropologique), mais également de son *altérité*⁷³.

Le mouvement social, dans cette conception, serait à comprendre tout autant en tant que *processus* autonome *pour* l'approfondissement de la *subjectivité individuelle et collective*, qu'en tant que *structure* de lutte *contre* la domination sociale. Le mouvement social est diachroniquement le moteur du processus de subjectivation, institution constitutive de la modernité; il est synchroniquement l'ensemble des organisations stratégiques luttant dans un cadre politique (institutionnel) donné, contre ce cadre, à la frontière des possibles politiques de ce cadre. Dans les sociétés modernes, le cadre institutionnel est borné par l'Etat qui institue les institutions. C'est lui qui donne sa forme à la société politique et à la société civile, c'est-à-dire aux cibles principales des

⁶⁸ cf. Rossiaud [1996].

⁶⁹ Pour reprendre la distinction de Cohen & Arato [1992].

⁷⁰ Rossiaud [1996].

⁷¹ L'expression "d'identité clignotante" est de Morin.

⁷² Bocchi & Ceruti, in Morin [1991: 172ss.]; Morin, in *Turbulence* n° 1, [1994: 90-91].

⁷³ Morin, in *Turbulence* n° 1, [1994: particulièrement 90-91].

actions des mouvements sociaux. Dans une certaine mesure également donc, il donne leurs formes organisationnelles et stratégiques aux organisations du mouvement social, et ceci d'autant plus que celles-ci dirigent leurs actions vers la société politique (partis politiques, autres organisations) plutôt que vers la transformation des relations sociales elles-mêmes.

Touraine a passé une bonne partie de sa carrière académique à chercher si un *mouvement social* se dissimulait derrière les diverses luttes sociales qui éclataient dans la société post-industrielle (ou programmée), sans beaucoup de succès.

"Aujourd'hui, ce rôle central d'un mouvement social comme agent principal des transformations historiques est mis en doute, et l'on ne voit pas bien ce qui unifie [les] multiples conflits qui n'en appellent pas à des valeurs centrales, ne combattent pas un pouvoir dominant, mais visent seulement à transformer certains rapports de force ou certains mécanismes particuliers de décision."⁷⁴

Cependant dans ses derniers livres, il semble qu'il soit arrivé à l'idée - proche de celle que je défends ici - que l'enjeu du mouvement social, c'est le *sujet*, en tant qu'acteur individuel et collectif. En d'autres termes, le principe moteur du mouvement social serait le mouvement social lui-même, c'est-à-dire selon notre vocabulaire, la poursuite de l'*Aufklärung* (c'est-à-dire de la critique ouverte et de l'auto-réflexivité) et de la démocratisation (c'est-à-dire de l'auto-institution sociale).

4.3. HISTORICITE ET SUBJECTIVITE

La notion d'historicité chez Touraine - qui a pratiquement disparu dans ses ouvrages les plus récents - englobe, selon mon interprétation, l'idée de lutte pour la démocratisation. Cependant, en établissant une distinction entre mouvement social et mouvement historique, et en plaçant l'historicité dans les systèmes d'actions sociales, c'est-à-dire dans la synchronie et non pas dans la diachronie, Touraine ne semble s'intéresser à la démocratisation qu'à l'intérieur d'un système d'action sociale, déterminé par un type de société (agraire, marchande, industrielle, post-industrielle / programmée). De ce fait, de peur de tomber dans l'historicisme ou l'évolutionnisme qu'il ne cesse de dénoncer, il se refuse (ou s'empêche) de concevoir la démocratisation comme processus diachronique (historique).

Dans ses derniers ouvrages, Touraine est retourné explorer les concepts de modernité et de démocratie, et il montre que la modernité est à la fois "rationalisation" et "subjectivité"; la construction du modèle proposé ici doit énormément à cette distinction, comme elle doit également à la distinction qu'établit Habermas entre "système" et "monde vécu"⁷⁵. Cependant, Touraine ne tire pas à mon sens toutes les conséquences de sa théorie qui pourrait montrer l'évolution de la subjectivité ou de l'historicité, durant les deux derniers siècles.

Dans mon vocabulaire, l'historicité, cette capacité des sociétés à agir consciemment et positivement sur elles-mêmes, c'est-à-dire à agir également sur la production du passé et la projection dans l'avenir, s'appelle la *subjectivité collective*.

Tout en restant proche de la conception tourainienne, j'emploie le terme de *subjectivité* (la capacité à être sujet), parce que mieux que tout autre, à mon avis, il permet le lien entre l'individuel et le collectif, à travers les notions de conscience, d'identité et d'altérité. De plus, la subjectivité ne se conçoit pas en soi (comme pure "identité" ou

⁷⁴ Touraine [1984: 146].

⁷⁵ Habermas [1987].

"essence"), mais se construit en relation (1) à l'objectivité (c'est-à-dire à la science positive et à l'auto-réflexivité sociale), (2) à la normativité (la morale, l'éthique, les idéologies politiques), (3) à la pratique des relations sociales, c'est-à-dire, dans les termes de Cohen & Arato, dans la transformation de la société civile elle-même face au pouvoir institutionnalisé (Etat) et face aux structures intermédiaires de décision (système politique).

Ainsi, la notion de *subjectivité* (individuelle / collective) permet également de concevoir la transformation sociale, non seulement, selon les catégories d'Habermas, dans le "monde vécu", mais également dans le "système" (économique, politique, symbolique); elle permet de ne pas comprendre l'émergence des mouvements sociaux uniquement comme des actions "défensives" ou "réactives" contre la "colonisation du monde vécu par le système."⁷⁶

Faire, comme je le propose, du mouvement social une institution à part entière de la modernité, qui aurait pour logique intrinsèque le processus de subjectivation, c'est concevoir les revendications, les actions, les organisations et les "mouvements", non pas *contre* le système, mais *dans* le système - pour le meilleur et pour le pire.

BIBLIOGRAPHIE

AMIN Samir (dir.) [1993], *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, "Forum du Tiers-Monde".

AMIN Samir [1986], *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, "Cahiers libres".

AMIN Samir; ARRIGHI Giovanni; FRANK André Gunder; WALLERSTEIN Immanuel [1990], *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, La Découverte, "textes à l'appui / série économie".

BADIE Bertrand; BIRNBAUM Pierre [1982 (1979)], *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, "Pluriel".

BEAUD Michel [1987], *Le système national mondial hiérarchisé*, Paris, La Découverte, "Agalma".

BEAUD Michel [1989], *L'économie mondiale dans les années quatre-vingt*, Paris, La Découverte, "Cahiers libres".

BEAUD Michel [1990 (1981)], *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Paris, Seuil, "Points / Economie".

BEAUD Michel, DOSTALER Gilles [1993], *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil.

BELL Daniel [1976], *Vers la société post-industrielle*, Paris, Laffont.

BIRNBAUM Pierre [1982], *La logique de l'Etat*, Paris, Fayard, "L'espace du politique".

BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir.) [1986], *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP.

BRAUDEL Fernand [1969], *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, "Champs".

BRAUDEL Fernand [1979 (1949)], *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, A. Colin.

BRAUDEL Fernand [1980 (1967)], *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe - XVIIIe siècles*, 3 vol., Ed. A Colin, Paris.

CASTORIADIS Cornelius [1975], *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

CASTORIADIS Cornelius [1978], *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, "Esprit".

⁷⁶ Dans le vocabulaire d'Habermas. Pour des commentaires sur la théorie habermassienne de la communication, appliquée aux mouvements sociaux : cf. Touraine [1992; 1994], et, surtout, Cohen & Arato [1992: 529ss.].

- CHAZEL François [1992], "Les mouvements sociaux" in BOUDON Raymond, *Traité de sociologie*, ch.7, Paris, PUF, pp. 263-312.
- CHAZEL, François (dir.) [1993], *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, "Sociologies".
- CHESNEAUX Jean [1983], *De la modernité*, Paris, La Découverte / Maspero, "Cahiers libres".
- CHESNEAUX Jean [1989], *Modernité-Monde*, Paris, La Découverte.
- COHEN Jean L. & ARATO Andrew [1992], *Civil Society and Political Theory*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England.
- DUBET F. et WIEVIORKA [1995], M., *Penser le sujet. Colloque de Cerisy autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard.
- DUMONT Louis [1977], *Homo Aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, NRF Gallimard, "Bibliothèque des sciences humaines".
- DUMONT Louis [1983], *Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, Points Essais.
- DUMONT Louis [1991], *Homo Aequalis II. L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*, Paris, NRF Gallimard, "Bibliothèque des sciences humaines".
- DUPUY Jean-Pierre [1982], *Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*, Paris, Seuil.
- DUPUY Jean-Pierre [1992], *Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*, Paris X - Ecole polytechnique, "Ellipses".
- DUPUY Jean-Pierre [1994], *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte, "textes à l'appui / série sciences cognitives".
- DURAND Marie-Françoise, LEVY Jacques, RETAILLE Denis [1993], *Le Monde. Espaces et Systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz.
- FILLIEULE Olivier (dir.) [1993], *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, "Dossiers / Sciences humaines et sociales".
- FILLIEULE, Olivier; PECHU, Cécile [1993]; *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.
- FOGELMAN SOULIE Françoise (dir.) [1991], *Les théories de la complexité. Autour de l'oeuvre d'Henri Atlan*, Paris, Seuil, "La couleur des idées".
- FOSSAERT Robert [1977], *La société*, t. 1 : *Une théorie générale*, Paris, Seuil.
- FOSSAERT Robert [1991], *Le monde du 21e siècle. Une théorie des systèmes mondiaux*, Paris, Fayard.
- FRANK André Gunder, FUENTES-FRANK Marta [1990], *Widerstand im Weltsystem*, Rieden (D), Pro Media.
- GAUCHET Marcel [1985], *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, NRF/Gallimard, "Bibliothèque des sciences humaines".
- GIDDENS Anthony [1987 (1984)], *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, "Sociologies".
- GIDDENS Anthony [1994 (1990)], *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GORZ André [1980], *Adieu au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, "Points Politique".
- GORZ André [1983], *Les chemins du Paradis. L'agonie du capital*, Paris, Galilée.
- GROUPE DE LISBONNE [1995], *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial*, Paris, La Découverte, "Essais".
- GUATTARI Felix [1989], *Les trois écologies*, Paris, Galilée.
- GUILLEBAUD Jean-Claude [1995], *La trahison des lumières. Enquête sur le désarroi contemporain*, Paris, Seuil, "Fiction & Cie".

- HABERMAS Jürgen [1987 (1981)], *Théorie de l'action communicationnelle*, t. 1 et 2., Paris, Fayard.
- HESS Rémi [1983], *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, A. M. Métailié.
- HESS Rémi, AUTHIER Michel [1981], *L'analyse institutionnelle*, Paris, PUF, "L'éducateur".
- HESS Rémi; SAVOYE Antoine, (dir.) [1988], *Perspectives de l'Analyse institutionnelle*, Paris, Méridiens Klincksiek "Analyse institutionnelle".
- HOBSBAWM Eric J. [1988 (1962)], *L'ère des révolutions*, Bruxelles, Complexe, "Historiques".
- HOBSBAWM Eric [1992 (1990)], *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, "Bibliothèque des histoires".
- HORKHEIMER Max [1974], *Eclipse de la raison*, Paris, Payot, "Critique de la politique".
- HORKHEIMER Max; ADORNO Theodor [1974 (1944)], *La dialectique de la Raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, "Bibliothèque des idées".
- ILLICH Ivan [1971a], *Libérer l'avenir. Appel à une révolution des institutions*, Paris, Seuil, "Points".
- ILLICH Ivan [1975b], *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris, Seuil, "Points".
- KLANDERMANS B., KRIESI Hanspeter, TARROW S (eds.) [1991], *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich (Conn.), JAI.
- KRIESI Hanspeter [1991], *The Political Opportunity Structure of New Social Movements : Its Impact on Their Mobilization*, Berlin, WZB.
- KRIESI Hanspeter [1994], *Les démocraties occidentales. Une approche comparée*, Paris, Economica, coll. "Politique comparée".
- LATOUCHE Serge [1989], *L'Occidentalisation du Monde*, Paris, La Découverte, "coll. Agalma".
- LEFEBVRE Henri [1976/1976/1977/1978], *De l'Etat*, 4 vol., Paris, U.G.E., "10/18' 1049/1090/1129/1207".
- LENINE Vladimir I. [1979], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions sociales.
- LEWIN Roger [1994], *La complexité. Une théorie de la vie au bord du chaos*, Paris, InterEditions. .
- MATTELART Armand [1992], *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte, "Textes à l'appui / Série histoire contemporaine".
- MCCARTHY J. D., ZALD M.N. [1973], *The Trend of Social Movements*.
- MCCARTY J. D., ZALD M. N. (eds.) [1987], *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books.
- MCCARTY J. D., ZALD M. N. [1977], "Ressource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory", in *Ameriacan Journal of Sociology*, n°82, pp. 1212-1239.
- MICHALET Charles-Albert [1985], *Le capitalisme mondial*, Paris, PUF, "Economie en liberté".
- MORIN Edgar [1977], *La Méthode*, t. 1 : *La Nature de la Nature*, Paris, Seuil, "Points".
- MORIN Edgar [1980], *La Méthode*, t. 2 : *La Vie de la vie*, Paris, Seuil, "Points".
- MORIN Edgar [1981], *Pour sortir du XXe siècle*, Paris, Fernand Nathan, "Points".
- MORIN Edgar [1984], *Sociologie*, Paris, Fayard.
- MORIN Edgar [1986], *La Méthode*, t. 3 : *La Connaissance de la connaissance*, Paris, Seuil, "Points".
- MORIN Edgar [1990 (1987)], *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, "Folio actuel".
- MORIN Edgar [1990], *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF éditeur, "Communication et complexité".
- MORIN Edgar [1991], *La Méthode*, t. 4 : *Les idées. Leur habitat, leur vie, leurs moeurs, leur organisation*, Paris, Seuil, "Points".
- MORIN Edgar [1994a], *La complexité humaine*, Paris, Flammarion, "Champs-L'essentiel".

- MORIN Edgar [1994], "Alter ego et ego alter", in *Turbulence* n° 1.
- MORIN Edgar, KERN Anne Brigitte [1993], *Terre-Patrie*, Paris, Seuil.
- MORIN Edgar; BOCCHI Gianluca; CERUTI Mauro [1991], *Un nouveau commencement*, Paris, Seuil.
- OFFE Claus [1984], *Contradictions of the Welfare State*, Londres etc., Hutchinson.
- OLSON Mancur [1965], *The Logic of Collective Action*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- PIAGET Jean [1970], *Epistémologie des sciences de l'homme*, Paris, Gallimard, "Idées".
- POLANYI Karl [1983], *La grande transformation : aux origines économiques et politiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- RIST Gilbert; SABELLI Fabrizio (dir.) [1986], *Il était une fois le développement*, Lausanne, Editions d'en bas, "le forum du développement".
- ROSANVALLON Pierre et VIVERET Patrick [1977], *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil.
- ROSSIAUD Jean [1986], *Quelques étapes de la pensée de Karl Marx sur l'Etat*, mémoire de licence, Université de Genève, Faculté de Droit, département de théorie générale du droit, juillet 1986 (dactylographié).
- ROSSIAUD Jean [1994], "European and Non-European Models of Civil Society. A Misleading Distinction", Intervention lors de la «IIRD General Assembly of the Helsinki Citizens Assembly», Ankara, 3 déc. 1993 in *HCA - Quartely*, Prague.
- ROSSIAUD Jean, TSCHUDI Pierre-Alain [1990], "Helsinki Citizens Assembly. Tous citoyens, toutes citoyennes ... d'Europe", in *"Forum-Dissidences"*, n°7, (décembre).
- RUCHT Dieter (Ed.) [1987], *Research on Social Movements. The State of Art in Western Europe and the USA*, Frankfurt am Rhein / Boulder (Colorado), Campus Verlag / Westview Press.
- SKOCPOL Theda [1985 (1979)], *Etats et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, "L'espace du politique".
- SMELSER Neil [1988], *Handbook of Sociology*, London, Sage publications.
- TAYLOR Charles [1991], *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, "L'essentiel".
- TAYLOR Charles [1994 (1992)], *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Aubier.
- THOM René [1980], *Paraboles et catastrophes*, Paris, Flammarion, Champs.
- TILLY Charles [1973], *From Mobilization to Revolution*, Allison-Wesley.
- TILLY Charles [1993], *Les révolutions européennes. 1492-1992*, Paris, Seuil, "Faire l'Europe".
- TILLY Charles; TILLY Louise & TILLY Richard [1975], *The Rebellious Century : 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press.
- TOENNIES Ferdinand [1977 (1887)], *Communauté et société*, Retz-C.E.P.L., "coll. Les Classiques des sciences humaines".
- TOURAINÉ Alain [1969], *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Deno'1, "Médiations".
- TOURAINÉ Alain [1978], *La voix et le regard*, Paris, Seuil, "sociologie permanente/1".
- TOURAINÉ Alain [1984], *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*, Paris, Fayard, "Mouvements 3".
- TOURAINÉ Alain [1988], *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob.
- TOURAINÉ Alain [1992], *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.
- TOURAINÉ Alain [1994], *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard.
- TOURAINÉ Alain; WIEVIORKA Michel; DUBET François [1984], *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, "Mouvements 2".

- TOURAINÉ Marisol [1995], *Le bouleversement du monde. Géopolitique du XXI^e siècle*, Paris, Seuil, "Science Politique".
- TROTSKY Léon [1963], *De la révolution*, Paris, Les Editions de Minuit, "Arguments+".
- TUTIN Christian [1990], "Avant-propos", in Wallerstein, 1990.
- WALLERSTEIN Immanuel [1980 (1964)], *Le système-monde du XV^e siècle à nos jours*, t. 1 : *Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Paris, Flammarion.
- WALLERSTEIN Immanuel [1984], *The Politics of the World Economy : the States, the Movements and the Civilisations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALLERSTEIN Immanuel [1985 (1980)], *Le système-monde du XV^e siècle à nos jours*, t. 2 : *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne. 1600-1750*, Paris, Flammarion.
- WALLERSTEIN Immanuel [1989], *The Modern World System. Second Era of Great Expansion of the Capitalist World Economy*, San Diego, CA, Academic Press.
- WALLERSTEIN Immanuel, [1985 (1983)]. *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte, "Repères".
- WALLERSTEIN, Immanuel [1991], *Unthinking Social Science*, Cambridge, Polity Press.
- WEBER Max [1990 (1964)], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, France Loisirs, "Bibliothèque du XX^e siècle".
- ZIEGLER Jean [1985 (1983)], *Les rebelles. Contre l'ordre du monde*, Paris, Seuil, "Points politique".
- ZIEGLER Jean [1985], *Vive le pouvoir! ou les délices de la raison d'Etat*, Paris, Seuil.
- ZIEGLER Jean [1988], *La victoire des vaincus. Oppression et résistance culturelle*, Paris, Seuil, "L'histoire immédiate".

Jean Rossiaud

In Cadernos de Pesquisa n°10, Universidade Federal de Santa Catarina em Florianópolis, Programa de Pós-Graduação em Sociologia Política, Julho 1997